



RENDU EXECUTOIRE LE

12 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0068-AR

*DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX*

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0068

du **27 DEC. 2022**

Portant fixation des tarifs hébergement
pour l'année 2023 des EHPAD médico-
sociaux de Châtellerault et Loudun gérés par
le Centre Hospitalier Universitaire de
Poitiers

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au budget primitif départemental 2023 ;

VU l'arrêté ARS/DGAS n°2021-A-DGAS-DHV-SE-0128 du 1er mars 2021 portant cession d'autorisation des EHPAD et des USLD du CHU et du GHNV au profit du Centre Hospitalier Régional de Poitiers ;

VU la convention pluriannuelle financière 2021-2025 entre le Département de la Vienne et le CHU de Poitiers signée le 1^{er} juin 2021 ;

VU le GIR Moyen Pondéré de l'EHPAD Médico-Social de l'Hôpital de LOUDUN validé par la Commission Régionale de Coordination Médicale du 29 janvier 2019 ;

VU le GIR Moyen Pondéré de l'EHPAD Médico-Social de l'Hôpital de CHATELLERAULT validé par la Commission Régionale de Coordination Médicale du 31 mars 2022 ;

VU les propositions budgétaires du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers transmises le 28 octobre 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Les tarifs journaliers applicables aux résidents accueillis à l'EHPAD médico-social de Châtellerault géré par le CHU de Poitiers sont fixés, en hébergement permanent et temporaire, pour 2023, ainsi qu'il suit :

1.1 Personnes âgées de plus de 60 ans :

Le tarif hébergement de 2022 est reconduit pour 2023 à :

62,19 €

1.2 Personnes âgées de moins de 60 ans :

Le tarif journalier applicable aux résidents de moins de 60 ans, comprenant une part hébergement identique à celle des résidents de plus de 60 ans et une part dépendance, qui s'élève à 15,87 € à compter du 1^{er} janvier 2023 comme notifié dans l'arrêté de Dotation Globalisée Commune Dépendance 2023 des EHPAD médico-sociaux de Châtellerault et Loudun gérés par le CHU de Poitiers, s'élève à :

78,06 €

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux résidents accueillis à l'EHPAD médico-social de Loudun géré par le CHU de Poitiers sur le site de Loudun sont fixés, en hébergement permanent et temporaire, pour 2023, ainsi qu'il suit :

2.1 Personnes âgées de plus de 60 ans :

Le tarif hébergement de 2022 est reconduit pour 2023 à :

62,19 €

2.2 Personnes âgées de moins de 60 ans :

Le tarif journalier applicable aux résidents de moins de 60 ans, comprenant une part hébergement identique à celle des résidents de plus de 60 ans et une part dépendance, qui s'élève à 16,38 € à compter du 1^{er} janvier 2023 comme notifié dans l'arrêté de Dotation Globalisée Commune Dépendance 2023 des EHPAD médico-sociaux de Châtellerault et Loudun gérés par le CHU de Poitiers, s'élève à :

78,57 €

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à

compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **27 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le



ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0068-AR